NOTE D'INFORMATION D'UNE RECHERCHE N'IMPLIQUANT PAS LA PERSONNE HUMAINE

CHU de Lille, 2 avenue Oscar Lambret, 59000 Lille

Cette note d'information a pour objectif de vous expliquer pourquoi et comment vos données sont utilisées dans le cadre de projets de recherche mis en œuvre par le CHU de Lille. Elle vous informe également de vos droits et des modalités pour les exercer.

Nous vous invitons à prendre le temps de lire attentivement cette note et à poser toutes vos questions à votre médecin afin d'obtenir des informations complémentaires.

I. Quelles données sont recueillies, pourquoi et comment ?

Vous êtes sollicité en raison de votre prise en charge au CHU de Lille. Le recueil de données se fera à partir des informations présentes dans votre dossier médical informatique ou papier. Les données nécessaires pour la conduite de la recherche comprennent notamment des données administratives et des données de santé.

Si des échantillons biologiques devaient être utilisés, cette information serait mentionnée dans le descriptif du projet que vous trouverez sur notre site internet.

II. Confidentialité des données

Les données médicales recueillies dans le cadre de cette étude seront traitées par le CHU de Lille par son représentant légal en exercice, en tant que responsable de traitement, sur le fondement de l'intérêt public. Les données vous concernant seront pseudonymisées, c'est-à-dire identifiées par un numéro de code. Elles seront ensuite transmises aux professionnels impliqués dans la recherche et aux personnes autorisées par la règlementation.

La base de données ainsi créée sera conservée pendant la durée de réalisation de l'étude et jusqu'à deux ans après la dernière publication des résultats de l'étude. Puis, la base de données sera archivée pendant la durée légale autorisée.

Si un transfert en dehors de l'Union Européenne devait avoir lieu, cette information serait mentionnée dans le descriptif du projet. En cas de transfert vers un pays qui ne serait pas reconnu comme en adéquation avec le cadre règlementaire européen, le CHU de Lille s'engage à mettre en œuvre des mesures contraignantes telles que la signature de clauses contractuelles types approuvées par la commission européenne.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous disposez à leur égard d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement et du droit de vous opposer au traitement.

Si vous souhaitez exercer vos droits et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au délégué à la protection des données du Groupement Hospitalier de Territoire Hôpitaux Publics Grand Lille à l'adresse suivante : dpo@chu-lille.fr.

Si vous considérez que vos droits n'ont pas été respectés, vous avez également la possibilité de saisir la Commission Nationale de l'Informatique des Libertés (CNIL) directement via son site internet : www.cnil.fr.

Vous pouvez accéder directement ou par l'intermédiaire d'un médecin de votre choix à l'ensemble de vos données médicales en application des dispositions de l'article L1111-7 du Code de la Santé Publique. Ces droits s'exercent auprès du médecin qui vous suit dans le cadre de la recherche et qui connaît votre identité.

En cas d'utilisation d'échantillons biologiques, si vous souhaitez vous y opposer pour ce projet ou pour tout futur projet, merci de contacter recherche.cbp@chu-lille.fr.

Vous pouvez vous opposer à tout moment à l'utilisation de vos échantillons biologiques pour tout projet de recherche ou pour un projet spécifique ainsi que pour sa conservation dans le cadre d'une collection biologique.

III. Comment cette recherche est-elle encadrée ?

Le responsable de la recherche, a pris toutes les mesures pour mener cette recherche conformément à la loi française aux dispositions de la Loi Informatique et Liberté applicables aux recherches n'impliquant pas la personne humaine (CNIL loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée) et européenne (Règlement européen ° 2016/679 relatif à la protection des données - RGPD).